ASSEMBLÉE NATIONALE

1er octobre 2014

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE - (N° 2230)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT**N ° 1300**

présenté par
M. Saddier et M. Tardy

ARTICLE 56

Compléter l'alinéa 41 par la phrase suivante :

« Les actions conduites dans ce cadre peuvent donner lieu à la délivrance de certificats d'économie d'énergie. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à rétablir une possibilité prévue par la loi Grenelle et oubliée dans la rédaction du projet de loi.

Il est en effet essentiel que les collectivités puissent continuer à bénéficier des retombées liées aux CEE pour financer une partie de leurs actions en faveur de la maîtrise de l'énergie et de la lutte contre les changements climatiques.